

N° de paragraphe	Amendements
1	<del>Les conséquences de</del> la pandémie ...
1	Aujourd'hui des débats émergent, <del>même</del> aux États-Unis avec un discours affichant une remise en cause de la concurrence fiscale entre pays ou la promotion de plans de relance ambitieux.
1	Pourtant, chaque accalmie sur le front sanitaire voit des discours vantant le libéralisme <del>exacerbant la concurrence à outrance.</del>
3	La recherche effrénée de profits détruit les écosystèmes en dérégulant le climat et <del>la biodiversité.</del>
3	Il y a urgence à basculer vers un mode de production qui ne soit plus dépendant des énergies fossiles <del>et du nucléaire,</del> pour favoriser l'efficacité et la sobriété énergétiques, <del>en travaillant massivement sur l'efficacité énergétique et la sobriété énergétique.</del>
5	Le syndicalisme de transformation sociale de la FSU s'inscrit pleinement dans ces recherches d'alternatives, sources d'espoirs, <del>notamment via son engagement dans le collectif « plus jamais ça ».</del>
9	Dans la phrase, <del>supprimer</del> : la perte de la biodiversité
10	<del>L'humanité est aujourd'hui dans l'impasse d'un modèle capitaliste qui montre son incapacité à construire un consensus autour d'un principe supérieur.</del> <del>Le modèle capitaliste démontre chaque jour son incapacité à résoudre les crises sociales et écologiques qu'il génère.</del>
13	La FSU dénonce tous les accords bilatéraux de libre-échange, et ceux qui vont être revus ou ratifiés (TAFTA, AECG, Mercosur...). <del>Remonter, juste après, la phrase</del> : Le commerce mondial doit être régulé et contrôlé selon des critères écologiques, solidaires et justes.
13	<del>Poursuivre avec</del> : La finance et les investisseurs utilisent de plus en plus, <del>avec la plus grande hypocrisie,</del> l'éco-blanchiment pour se donner une image écologique.
14	Rajout à la fin du paragraphe : <del>l'accord adopté à l'issue de la COP 26 est très insuffisant et ne permettra pas de limiter la hausse globale des températures à 1,5°C. Les pays les plus pauvres subiront plus durement les conséquences du changement climatique, or toutes leurs demandes ont été écartées et aucune avancée en terme de solidarité n'a été actée.</del>
19	<del>Le même volontarisme doit être possible</del> <del>Il nous faut imposer des investissements équivalents</del> pour rompre avec des décennies d'un chômage de masse qui brise des vies, prive la société de millions de savoir-faire et d'emplois nécessaires pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux.
26	<del>Pour autant, comment penser l'articulation entre des formes coopératives et la place des services publics ? Dans un contexte de libéralisation de marché, par exemple celui du train, à quelles conditions l'émergence de coopératives (ex Railcoop) peut contribuer à maintenir un service public ?</del> <del>Il n'est pas possible que les Services Publics s'effacent derrière des initiatives coopératives. Ils doivent au contraire s'étendre et se renforcer en englobant les services essentiels. La propriété capitaliste des grands moyens de production et d'échange est à la base du système de production actuelle. La FSU se prononce pour la nationalisation des secteurs essentiels (transport, eau, énergie ...) afin de répondre aux grands problèmes de notre époque.</del>
29	<del>La dématérialisation</del> <del>L'immatérialité d'internet est un leurre.</del> <del>du numérique relève du mythe.</del>
29	... Internet dépend d'une infrastructure matérielle <del>dense et</del> énergivore.
29	À la fin du 29, rajouter : <del>Plutôt que le déploiement de nouvelles technologie (5G) il faut songer à la sobriété numérique.</del>
30	Elles promeuvent <del>un système de valeurs</del> une « éthique » qui leur est propre ...
31	Le développement de <del>la 5G</del> <del>toute nouvelle technologie</del> doit être soumis au débat démocratique.

N° de paragraphe	Amendements
37	Mission impérative du service public d'éducation et enjeu de justice sociale, la <b>sensibilisation reconnexion</b> des élèves à la biodiversité <b>et à la nature</b> ....
38	<b>L'état doit impulser</b> une rénovation généralisée, privilégiant la végétalisation des espaces collectifs et l'accessibilité par les mobilités douces et collectives <del>doivent être engagées</del> , sans recourir à la privatisation (exemple des PPP).
47	L'inspection et la médecine du travail doivent être développées en toute indépendance des employeurs. <b>Leurs salarié.es doivent avoir la garantie de conditions de travail décentes et sécurisées.</b> La FSU revendique la présence effective de la médecine du travail <b>sur l'ensemble du territoire.</b>
47	Il faut <b>par ailleurs</b> assurer le droit effectif des travailleurs et travailleuses à utiliser leur droit de retrait en cas de danger grave et imminent.
48	Les plus précaires sont <b>souvent</b> celles et ceux qui ....
48	Le télétravail doit être fortement encadré avec une prise en charge du matériel, des frais induits, le droit à la déconnexion, <b>un contrôle moindre de la part des employeurs/euses au profit d'une confiance renforcée envers les salarié.es</b> et le respect du temps de travail
54	... politique publique du médicament, levée des brevets, moyens en formation et revalorisation <b>salariale</b> des soignant-es, dotation en lits, personnels et matériels, abandon de la gestion entrepreneuriale des hôpitaux (notamment de la T2A), <b>recrutement de médecins médiennes et personnel paramédical</b> , mesures fortes pour former suffisamment de médecins et pour leur juste répartition sur le territoire (lutte contre les déserts médicaux), véritable politique de prévention notamment des maladies chroniques, etc ...
54	à la fin, et à la place de « etc... » : <b>et des maladies spécifiquement féminines (endométriose, syndrômes prémenstruels...)</b> où <b>dont les symptômes sont différentes de ceux des hommes</b>
60	Supprimer : La FSU s'engage à explorer les pistes de réflexion sur l'accès à une alimentation saine et durable pour toutes et tous. Les intérêts et limites d'une sécurité sociale de l'alimentation ou d'autres alternatives sont à examiner.  Remplacer par : <b>La FSU s'engage à participer à l'étude du projet d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation pour l'accès à une alimentation saine et durable pour toutes et tous.</b>
78	<del>Quels engagements pour les plans de relance ? Quel avenir pour la dette covid ?</del> <b>Les plans de relance doivent être transformés : plus ambitieux socialement et écologiquement au service de toutes et tous. La dette publique (Covid) doit être effacée.</b>
86	L'austérité imposée à l'hôpital public <b>a</b> des conséquences dramatiques et <b>ne tient</b> que par l'engagement remarquable des personnels, <b>notamment au début de la crise sanitaire.</b>
102	Déplacer un mot : un plan <b>ambitieux</b> pour les jeunes, <del>ambitieux,</del>
110	<b>Inverser l'ordre des phrases = mettre en premier</b> « La FSU s'oppose à la réforme de l'assurance chômage. » <b>Puis :</b> « Mais au-delà, un débat doit s'engager .....
125	Ajout : <b>La FSU demande l'abandon du dispositif de la cellule DEMETER, signé entre la FNSEA et la gendarmerie nationale qui tend à criminaliser les actions contre l'agriculture intensive et à intimider les opposants associatifs ou les journalistes notamment par des visites domiciliaires. De la même manière, la FSU condamne toutes interventions des tenants de l'agriculture industrielle dans les établissements scolaires, en particulier ceux de l'enseignement technique agricole, pour empêcher des débats sur les choix de types d'agriculture.</b>
131	dans l'ensemble <b>de</b> la Fonction publique
134	En parallèle de la surenchère législative qui fait reculer les libertés fondamentales, certaines pratiques policières de maintien de l'ordre, ainsi que le déploiement de certaines unités (BAC) à des missions pour lesquelles elles ne sont pas formées, augmentent les risques pour la population, <b>les jeunes</b> , les habitant-es des quartiers populaires, <del>notamment les jeunes</del> et tout particulièrement celles et ceux perçu-es comme noir-es ou arabes.
134	Rajout à la fin : <b>D'autre part, la FSU s'associe aux démarches pour faire reconnaître le crime d'Etat constitué par le massacre de manifestant.es algérien.nes le 17 octobre 1961 dans les rues de Paris.</b>
135	La mobilisation suite à la mort de Georges Floyd aux États-Unis, <b>comme celle d'Adama Traoré en France, ainsi que</b> le mouvement <i>Black Lives Matter</i> ont agi comme révélateurs et permis d'ouvrir le débat.

N° de paragraphe	Amendements
139	La réforme de la justice dans le cadre de la loi du 23 mars 2019 de la programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice des mineur-es, a vu ...
149	Au contraire de cette démarche inefficace, la légalisation de l'usage du cannabis et la réglementation de sa vente, incluant la protection des mineur-es, représenteraient une solution qui permettrait entre autres un rééquilibrage des moyens de répression vers la prévention, dans un objectif de santé publique.
156	La parole <del>et les actes</del> racistes se banalisent ....
156	A l'occasion de la pandémie, <del>les expressions d'antisémitisme ont été nombreuses, notamment lors de manifestations contre le passe sanitaire</del> ; le racisme anti-asiatique a été exacerbé.
157	Elle s'alarme de la recrudescence des actes antisémites qu'elle dénonce fermement, <del>et refuse leur instrumentalisation qui vise à amalgamer antisionisme et antisémitisme.</del>
158	La FSU est favorable au droit de vote des étranger-es, résidant en France, à toutes les élections.
159	Les personnes racisées (victimes de racisme) subissent <del>souvent parfois</del> des discriminations croisées, <del>comme</del> les femmes de confession musulmane, victimes de discriminations liées à leur genre et à leur religion, traduction de l'islamophobie (qui qualifie les situations de rejet, de violence, de stigmatisation des musulman-es ou des personnes perçues comme telles), construction idéologique et politique issue de l'extrême droite.
163	La loi ELAN a <del>provoqué</del> une véritable régression ...
168	Harmoniser « LGBTQI + » partout où c'est possible
182	Commencer la paragraphe par : Ainsi ..... Finir par : A l'inverse de ce discours, la France a les moyens et se doit d'accueillir les exilé-e-s, d'Afghanistan <del>et d'ailleurs.</del>
190	Rajout à la fin : La FSU dénonce les politiques migratoires hostiles aux réfugié.es qui entraînent des catastrophes humaines, entre autre dans les mers et océans sans respecter le droit maritime international.
218	À l'heure actuelle, la colonisation, les violations quotidiennes des droits humains et l'apartheid dont sont victimes les Palestinien-nes rendent de fait <del>très difficile</del> <del>caduque</del> la solution de deux États, portée historiquement lors des accords d'Oslo.
220	La FSU ne se reconnaît par ailleurs aucunement dans <del>la politique colonial sioniste,</del> <del>d'annexion</del> <del>continue des territoires occupés.</del> (...)
220	Elle se prononce pour des sanctions contre l'État d'Israël tant qu'il ne respectera pas le droit international, <del>notamment sur les implantations illégales.</del>
223 BIS	Nouveau paragraphe : Le Rwanda Le récent rapport officiel concernant l'attitude de l'État français lors du génocide rwandais reconnaît enfin les lourdes responsabilités de celui-ci, sans pour autant mettre en cause la politique africaine globale de la 5e République et sans en tirer toutes les conclusions. La FSU soutient les historien.nes et organisations œuvrant pour mettre en évidence la responsabilité de l'État français dans le génocide au Rwanda.
225	Après : De nombreux rapports ont mis en évidence le fait que les inégalités et violences se sont renforcées à l'occasion de cette crise sanitaire, économique et sociale. Ajouter : <del>Ces rapports mettent aussi en lumière les liens de deux systèmes qui se nourrissent l'un et l'autre : le capitalisme et le patriarcat.</del>
227	Ajout en fin : la FSU met en place une cellule de veille des violences sexistes et sexuelles et travaille à la diffusion d'un matériel de prévention.
235	Rajouter à la fin : la FSU doit construire avec ses partenaires une plate-forme pour un appel à une grève féministe le 8 mars, tout en impulsant un travail de fond nécessaire (AG, stages, tournées dans les établissements, matériel, ...) pour mobiliser sur ces questions toute l'année.
246	Qu'elle <del>continuera</del> à combattre.